

POLITIQUE

La suppression des Provinces engagée

La réunion entre le gouvernement wallon et les députations provinciales lance le processus de suppression de celles-ci.

● **Daniel LAPRAILLE**

Les grandes manœuvres de transformation des Provinces ont commencé. Et plutôt dans la discrétion.

Le financement des zones de secours, l'aide à la restauration des édifices classés, la santé, l'environnement, la promotion touristique, le logement sont autant de compétences qui passeraient des Provinces à la Région.

« Nous devons à présent procéder à un inventaire précis de ces compétences au regard des mouvements financiers et humains qu'elles représentent », précise Valérie De Bue, ministre compétente.

« Une première étape concrète dans ce vaste chantier dont l'étape ultime sera la suppression de l'institution provinciale », peut-on lire sur le site de la ministre. Plus clair que cela, c'est difficile.

Stéphan De Mul et Bernard Moinet face au gouvernement

Le président du collège provincial, le socialiste Stéphan De Mul et Ber-

nard Moinet, son collègue cdH, ont rencontré les membres du gouvernement wallon début de semaine, dont bien sûr le ministre-président MR Willy Borsus et René Collin, ministre cdH, tous deux Luxembourgeois par ailleurs. Les ministres dont les compétences comprennent les matières concernées par le transfert vers la Région participaient également à la réunion de travail. Les présidents de tous les collèges des provinces wallonnes étaient présents et accompagnés d'un autre député.

Les ministres et la réalité du terrain

« Le but était de présenter la méthodologie qu'ils envisageaient pour cet avant-projet, explique Stéphan, De Mul. Nous avons craint à un certain moment qu'ils nous imposent leurs idées, sans dialogue. Mais cette réunion a montré qu'il y a clairement un espace de discussions. Nous devons leur donner des précisions sur ce qu'il y a derrière les matières qu'ils veulent transférer et dont ils n'imaginent pas toujours ce qui se cache concrètement au niveau provincial, ainsi que le nombre de personnes concernées. »

Rassurant ou inquiétant ?

Le président du collège n'est ni rassuré totalement après la réunion, ni alarmiste outre mesure. « On a toutes les réserves.

On connaît les intentions de la Région quant aux Provinces, précise-t-il. Nous ne sommes pas naïfs. Disons que la manière dont on nous a présenté la chose semble mieux que l'imposer sans concertation. Mais ne sont-ce pas des belles paroles ? Nous devons rendre un document pour le 28 février. Le délai est très court. Les réunions vont s'enchaîner d'ailleurs du fait qu'ils souhaitent un vote avant les élections. »

Le député socialiste, dont le parti mène sa campagne sur le thème de la défense de l'institution provinciale, estime « qu'on sent qu'il y a une défense des institutions provinciales par les députés, tous partis confondus, qui participaient à la réunion ».

« Une réelle volonté d'avancer »

« Ici en Luxembourg, précise-t-il. On fait preuve d'ouverture avec le partenaire cdH. On n'est pas pour ou contre, mais on est dans un trend d'évolution et d'amélioration. Cela étant, de notre point de vue, il n'est pas question de retirer toutes les compétences et de supprimer la Province. Nous sommes sur la même longueur d'onde avec le cdH provincial. Mais c'est certain qu'avec René Collin ou Willy Borsus, ce n'est pas pareil. Chacun est dans son rôle. On sent quand même une réelle volonté d'avancer du gouvernement wallon. » ■